

Pascal Cauchy, Yvan Combeau et Jean-François Sirinelli (dir.), *La Quatrième République et l'outre-mer français*, Paris, Publications de la Société française d'histoire d'outre-mer, 2009, 154 p.

Amaury Lorin

Les complexes « affaires coloniales » héritées du XIX^e siècle se présentent, en France comme ailleurs en Europe, comme l'un des défis majeurs – parmi d'autres – immédiatement posés aux gouvernements au sortir de la Seconde Guerre mondiale. S'ils sont tous quasi-unaniment favorables à des réformes hardies dans les possessions françaises outre-mer, les partis politiques français issus de la Libération s'opposent toutefois vivement sur le juste niveau d'un processus qui apparaît rapidement inéluctable à la plupart des observateurs métropolitains et – surtout – ultramarins : pour les communistes, la décolonisation doit être totale, sans conditions et immédiate ; pour les socialistes, il convient d'aller jusqu'à l'autonomie mais pas l'indépendance ; le Mouvement républicain populaire (MRP) est, quant à lui, partisan de l'Union française, l'Indochine le préoccupant particulièrement du fait de la présence d'une importante population catholique.

En s'ouvrant, en amont, avec les insurrections du Vietnam et de Madagascar (1946-1948) et en s'achevant, en aval, après le coup de force d'Alger et le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958, la IV^e République, sur laquelle les questions coloniales pèsent d'emblée lourdement jusqu'à précipiter sa chute, se trouve confrontée, d'entrée de jeu, à une situation historique inédite. Or elle l'aborde mal, assurément¹. Même s'il fait œuvre utile de modernisation économique et ouvre, ici ou là, les voies d'une émancipation pacifique, ce régime éphémère, faible et instable ne semble en effet disposer ni des institutions garantes d'une décolonisation maîtrisée ni du personnel politique capable de conduire celle-ci. Un jugement sévère mais confirmé par les faits. Alors que l'opinion publique française paraît se désintéresser de l'Empire, encore appréhendé dans une vision patrimoniale héritée des temps glorieux – mais pas si lointains – de la III^e République et donc largement anachronique, les conflits coloniaux, en prenant rapidement le pas sur tout autre événement, viendront douloureusement lui rappeler le poids de cet héritage.

Actes d'un colloque tenu au Centre d'histoire de Sciences Po les 29 et 30 novembre 2007, le bref ouvrage (154 pages) *La Quatrième République et l'outre-mer français*, co-dirigé à six mains par Pascal Cauchy, Yvan Combeau et Jean-François Sirinelli, relève essentiellement d'une approche d'histoire politique, justifiée sans ambiguïté dans l'avant-propos de Jean-François Sirinelli. L'ouvrage revient utilement sur les mécanismes et les contraintes de cette décolonisation « à la française » : outre les faiblesses structurelles bien connues d'un régime miné par l'instabilité gouvernementale, la division des partis politiques et l'indécision de ses dirigeants, il interroge sans détour les pesanteurs administratives de la

¹ Bernard Droz, *Histoire de la décolonisation au XX^e siècle*, Paris, Le Seuil, 2007.

« machinerie » et l'insertion internationale d'une décolonisation aussi mal préparée que mal conduite.

Une première partie aborde l'inextricable « question institutionnelle de l'Empire », effectivement centrale dans les débats : elle propose, après un tableau de départ de « L'Empire colonial au sortir de la guerre » (Jean-François Muracciole, p. 15-26) et l'examen des freins à « L'impossible réforme de l'Union française » (Bernard Droz, p. 27-39), deux études de cas territoriales pour y répondre : « La départementalisation : le cas de l'île de la Réunion » (Yvan Combeau, p. 41-51) ; et « La IV^e République et l'évolution politique et institutionnelle des quatre territoires français du Pacifique » (Frédéric Angleviel, p. 53-68). Une seconde partie, « Gouverner l'outre-mer² », rassemble – malgré une erreur manifeste de titre, p. 69 – trois contributions particulièrement instructives : « La présidence du Conseil » (Maria Romo-Navarrete, p. 71-81), avec un très utile tableau chronologique des « ministères de l'outre-mer » (p. 82-84), de la présidence de Vincent Auriol (16 janvier 1947 – 16 janvier 1954) à celle de René Coty (16 janvier 1954 – 8 janvier 1959), présidents de la République ; « L'administration coloniale », tenue de « négociateur et non plus commandeur » (Francis Simonis, p. 85-98) ; « La décolonisation et la diplomatie française durant la IV^e République » (Pierre Grosser, p. 99-111) ; et un court témoignage, celui d'Yves Rodrigue, ministre plénipotentiaire, ancien ambassadeur (« La IV^e République et les ministères chargés de l'outre-mer », p. 113-117). Enfin, une troisième et dernière partie, « Les forces politiques au risque de l'outre-mer », présente un rapide tour d'horizon des différentes réponses formulées par les principaux partis politiques d'après-guerre à l'urgence des problèmes d'outre-mer, les premiers à résoudre pour le ministre Guy Mollet (1^{er} février 1956 – 21 mai 1957) : « Les “synergies politiques” du centre et de la droite en matière d'outre-mer : doctrines et pratiques » (Frédéric Turpin, p. 121-129) ; « Les socialistes français face à la décolonisation : l'idéologie à l'épreuve des faits » (Noëlline Castagnez, p. 131-142) ; et « “Même le diable porte pierre” : le PCF et l'Empire sous la IV^e République » (Yves Santamaria, p. 143-154).

Une perspective comparatiste – les gouvernements européens voisins se posent à peu près les mêmes questions au même moment, sans les résoudre toutefois de la même façon –, certes, difficile à mener, aurait sans doute donné davantage de relief à l'étude, qu'un index – voire une prosopographie –, des acteurs décisifs de la tranche chronologique abordée (*leaders* politiques³, parlementaires, militaires, hauts fonctionnaires, etc.) et une conclusion, manquants, auraient rendu plus facilement utilisable encore. Pierre apportée aux études sur le système colonial français dont la vitalité nouvelle n'est plus à prouver, étape éclairante de la longue et difficile historiographie de la décolonisation, *La Quatrième République et l'outre-mer français* représente, à la veille de la célébration du cinquantenaire des indépendances africaines, une contribution bienvenue, aussi utile que synthétique. La commémoration de « l'indépendance de l'Afrique » en 1960 concerne, en effet, pas moins de quatorze colonies françaises d'Afrique subsaharienne (notamment, tous les pays de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française) plus

² Voir, en très récent complément de celle-ci, Samia El Mechat (dir.), *Les Administrations coloniales (XIX^e-XX^e siècles) : esquisse d'une histoire comparée*, Rennes, PUR, 2009.

³ Ainsi Maria Romo-Navarrete, *Pierre Mendès France : héritage colonial et indépendances*, préface de Jean-François Sirinelli, Paris, PUPS, 2009.



Histoire@Politique. Politique, culture, société – Rubrique « Comptes rendus – ouvrages ».
Mis en ligne le 20 juillet 2010, www.histoire-politique.fr

Madagascar. Un colloque universitaire sur les indépendances est, en prolongement de cet ouvrage, prévu en juin 2010 à Paris. Point d'orgue annoncé par Jacques Toubon, pilote de la structure interministérielle encadrant les célébrations : des troupes des quinze anciennes colonies défilèrent sur les Champs-Élysées le 14 juillet 2010 en présence des chefs d'État concernés.